

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/15318]

12 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes des prêts en exécution de l'article 2, § 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement de Trésoreries Communales

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales telle que modifiée par l'ordonnance du 24 novembre 2011 et plus particulièrement, l'article 2, § 4 ;

Vu la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Règlement Général de la comptabilité communale ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances ;

Vu l'accord du Ministre du Budget ;

Vu l'Ordonnance du 21 décembre 1998 fixant les règles de répartition de la Dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 1998 et son arrêté d'exécution du 24 novembre 2011 attribuant aux communes de la région de Bruxelles-capitale leur quote-part dans la Dotation générale aux communes de 2011 et opérant un prélèvement au profit de l'Agglomération bruxelloise ;

Vu la situation financière des communes ;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté vise l'octroi par le Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales (ci-après : le Fonds), de prêts aux communes à concurrence de 60.000.000 Euros maximum pour les exercices 2013 et 2014.

Ces prêts ont une durée de 20 ans et sont destinés à financer des investissements des communes de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 2, § 4 de l'ordonnance du 8 avril 1993 créant le Fonds. Les investissements financés par les prêts du présent arrêté, dans le cadre du présent arrêté seront en lien avec l'essor démographique.

Art. 2. La capacité d'emprunt maximale par commune pour les exercices 2013 et 2014 est fixée sur base de la quote-part de chaque Commune dans la Dotation Générale aux communes conformément à l'arrêté d'exécution du 24 novembre 2011 attribuant aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale leur quote-part dans la Dotation générale aux communes de 2011 et opérant un prélèvement au profit de l'Agglomération bruxelloise.

La capacité maximale d'emprunt par commune pour les exercices 2013 et 2014 est reprise dans le tableau annexé.

Art. 3. La capacité d'emprunt fixée à l'article 2 est soumise pour son octroi aux communes aux conditions cumulatives suivantes :

1° les communes doivent fournir pour le 31 mars 2013 au plus tard la liste des investissements qui seront financés par la capacité maximale d'emprunt fixée à l'article 2 du présent arrêté et la date fixée pour l'attribution des marchés relatifs aux dépenses d'investissements financés par les prêts du Fonds dans le cadre du présent arrêté. Les investissements financés par le Fonds dans le cadre du présent arrêté couvrent exclusivement les actifs immobilisés en lien avec l'essor

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/15318]

12 JULI 2012. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van leningen aan de gemeenten in uitvoering van artikel 2, § 4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancierings-fonds van de Gemeentelijke Thesaurieën

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën, gewijzigd bij de ordonnantie van 24 november 2011, en meer bepaald op artikel 2, § 4;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;

Gelet op de advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van de begroting ;

Gelet op de ordonnantie van 21 december 1998 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998 et het uitvoeringsbesluit van 24 november 2011 tot toekenning aan de gemeenten van hun aandeel in de Algemene Dotatie aan de gemeenten voor 2011 en tot uitvoering van een voorheffing ten gunste van de Brusselse Agglomeratie;

Gelet op de financiële toestand van de gemeenten;

Op de voordracht van de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit heeft betrekking op de toekenning van leningen door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (hierna: het Fonds), aan de gemeenten ten belope van ten hoogste 60.000.000 euro voor de dienstjaren 2013 en 2014.

Deze leningen hebben een duur van 20 jaar en zijn bestemd om investeringen van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te financieren overeenkomstig artikel 2, § 4 van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Fonds. De investeringen gefinancierd door de leningen van het Fonds in de context van dit besluit moeten verband houden met de sterke bevolkingsaan groei.

Art. 2. De maximale leningscapaciteit per gemeente voor de dienstjaren 2013 en 2014 wordt bepaald op grond van het aandeel van elke gemeente in de Algemene Dotatie aan de Gemeenten overeenkomstig het uitvoeringsbesluit van 24 november 2011 tot toekenning aan de gemeenten van hun aandeel in de Algemene Dotatie aan de gemeenten voor 2011 en tot uitvoering van een voorheffing ten gunste van de Brusselse Agglomeratie.

De maximale leningscapaciteit per gemeente voor de dienstjaren 2013 en 2014 staat aangegeven in de aangehechte tabel.

Art. 3. De toekenning van de in artikel 2 vastgestelde leningscapaciteit wordt onderworpen aan de onderstaande cumulatieve voorwaarden:

1° de gemeenten dienen vóór 31 maart 2013 ten laatste de lijst met investeringen in te dienen die gefinancierd zullen worden door de maximale leningscapaciteit bepaald in artikel 2 van dit besluit en de datum bepaald voor de toewijzing van de opdrachten voor de investeringsuitgaven gefinancierd door de leningen van het Fonds volgens dit besluit. De investeringen gefinancierd door het Fonds in de context van dit besluit dekken uitsluitend geïmmobiliseerde activa met

démographique dont la durée d'amortissement est au minimum de 20 ans conformément à l'annexe de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant Règlement Général sur la Comptabilité Communale.

2° les communes doivent attribuer le ou les marchés relatifs aux dépenses d'investissement couvertes par les prêts du Fonds dans le cadre du présent arrêté au plus tard le 31 juillet 2014.

Art. 4. Un accord du Fonds sera transmis aux communes au plus tard le 31 juillet 2013 sur :

L'éligibilité des dépenses d'investissements conformément aux conditions d'amortissement et d'affectation des dépenses d'investissements fixées à l'article 3,1° du présent arrêté ;

Le montant du prêt qui sera octroyé par le Fonds pour 2013 ou 2014.

Art. 5. La capacité d'emprunt fixée pour chaque commune sera enregistrée, après l'obtention de l'accord du Fonds conformément à l'article 4, par voie de modification budgétaire au service extraordinaire du budget 2013 ou au service extraordinaire du budget initial 2014 en fonction de l'exercice auquel se rattachera l'attribution du ou des marchés relatifs aux dépenses d'investissements financés par les prêts du Fonds dans le cadre du présent arrêté.

Art. 6. Le montant des prêts octroyés dans le cadre du présent arrêté sera liquidé après réception par le Fonds de la copie de l'attribution par le Conseil Communal du ou des marchés relatifs aux dépenses d'investissements financées par les prêts octroyés dans le cadre du présent arrêté.

Art. 7. Le remboursement des charges en capital et intérêts des prêts octroyés dans le présent arrêté sont déclarés irrécouvrables conformément à l'article 3, § 2 de l'ordonnance du 8 avril 1993 portant création du Fonds, aux conditions cumulatives suivantes :

1° la transmission, pour le 31 mars 2013, de la liste des investissements qui seront financés par le prêt octroyé dans le cadre du présent arrêté ;

2° la transmission, dès son approbation par le Conseil Communal, des écritures budgétaires fixées à l'article 5 ;

3° la transmission, dès son approbation par le Conseil Communal, de l'attribution du ou des marchés relatifs aux dépenses d'investissements financées par les prêts octroyés dans le cadre du présent arrêté ;

4° la transmission d'un rapport annuel sur l'état d'avancement du ou des investissements couverts par le prêt octroyé. Le premier rapport sera déposé pour le 15 novembre 2013 ;

5° le décompte de tous les paiements effectués au moyen du prêt octroyé.

A ce décompte seront annexés les extraits de compte bancaire ou tout autre forme de preuve de paiement.

Art. 8. Le Fonds est autorisé à effectuer tout contrôle sur place et sur pièce de l'utilisation du prêt octroyé.

Art. 9. Par l'acceptation du prêt, la commune s'engage à ne pas aliéner ni à modifier l'affectation du bien financé par le prêt pendant la durée de celui-ci sans autorisation préalable du Fonds.

Art. 10. En cas de non respect des conditions visées à l'article 7 et 9, constatées par le Ministre de tutelle du Fonds, le Gouvernement peut pour l'année ou les années suivantes qu'il désigne, interrompre la mise en irrécouvrable.

Les échéances restant dues du montant du prêt octroyé par le Fonds dans le cadre du présent arrêté seront alors à nouveau dues par la commune.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets le 12 juillet 2012.

Art. 12. Le Ministre-Président chargé des pouvoirs locaux est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 juillet 2012.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Ch. PICQUÉ,

Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du territoire, des Monuments et Sites et de la Propreté publique

het oog op de sterke bevolkingsaan groei met een minimale aflossingsduur van twintig jaar overeenkomstig de bijlage bij het Koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

2° de gemeenten dienen de opdracht(en) verbonden aan de investeringsuitgaven die volgens dit besluit worden gedekt door de leningen van het Fonds toe te wijzen ten laatste op 31 juli 2014.

Art. 4. Een akkoord vanwege het Fonds wordt ten laatste op 31 juli 2013 aan de gemeenten overgemaakt mbt:

Het in aanmerking komen van de investeringsuitgaven overeenkomstig de voorwaarden betreffende de aflossing en de bestemming van de investeringsuitgaven gesteld in artikel 3,1° van dit besluit;

Het bedrag van de lening die door het Fonds wordt toegekend voor 2013 of 2014.

Art. 5. De leningscapaciteit die voor elke gemeente is vastgesteld, wordt na het akkoord van het Fonds overeenkomstig artikel 4 ingeschreven bij wijze van begrotingsaanpassing op de buitengewone dienst van de begroting 2013 of op de buitengewone dienst van de initiële begroting 2014 in functie van het dienstjaar waarin de toewijzing van de opdracht(en) de investeringsuitgaven in het kader van dit besluit gefinancierd door de leningen van het Fonds wordt ingedeeld.

Art. 6. Het bedrag van de leningen toegekend volgens dit besluit wordt uitgekeerd na ontvangst van een kopie van de toewijzing van de opdrachten door de Gemeenteraad of van de opdrachten verbonden aan de investeringstuitgaven gefinancierd door de leningen toegekend in het kader van dit besluit.

Art. 7. De terugbetaling van de lasten in kapitaal en interest op de leningen die in dit besluit worden toegekend, wordt oninvorderbaar verklaard overeenkomstig het artikel 3, § 2, van de ordonnantie van 8 april 1993 houdende oprichting van het Fonds en dit onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° tegen 31 maart 2013 dient de lijst met investeringen doorgestuurd te worden die gefinancierd zullen worden met de lening die bij dit besluit wordt toegekend;

2° van zodra de Gemeenteraad de in artikel 5 bepaalde boekingen in de begroting heeft goedgekeurd, dienen deze doorgestuurd te worden;

3° van zodra de Gemeenteraad deze heeft goedgekeurd, de toewijzing van de opdracht(en) die betrekking hebben op de investeringstuitgaven gefinancierd door de leningen toegekend in de context van dit besluit dient hij deze door te sturen;

4° er dient een jaarverslag doorgestuurd te worden met betrekking tot de vordering van de investering(en) gedekt door de toegekende lening. Het eerste verslag dient ingediend te worden tegen 15 november 2013;

5° alle betalingen verricht middels de toegekende lening dienen in mindering gebracht te worden.

Aan deze verrekening dienen de bankrekeninguittreksels of enige andere vorm van betalingsbewijs aangehecht te worden.

Art. 8. Het Fonds is gemachtigd om op stukken en ter plaatse iedere mogelijke controle uit te oefenen op de benutting van de toegekende lening.

Art. 9. Door de lening te aanvaarden, verbindt de gemeente zicht ertoe het door de lening gefinancierde goed zonder de voorafgaand toelating van het Fonds niet te vervreemden en evenmin de bestemming ervan te wijzigen.

Art. 10. Indien de Minister die toezicht houdt op het Fonds vaststelt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 7 en 9 niet worden nageleefd, kan de Regering voor het lopende jaar of voor het aantal volgende jaren dat zij bepaalt de oninvorderbaarheid onderbreken.

De uitstaande aflossingen van de lening die door het Fonds is toegekend zijn daarmee door de gemeente opnieuw verschuldigd.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 juli 2012.

Art. 12. De Minister-President, bevoegd voor plaatselijke besturen, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 juli 2012.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

Ch. PICQUÉ,

Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, bevoegd voor Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen en Openbare Netheid